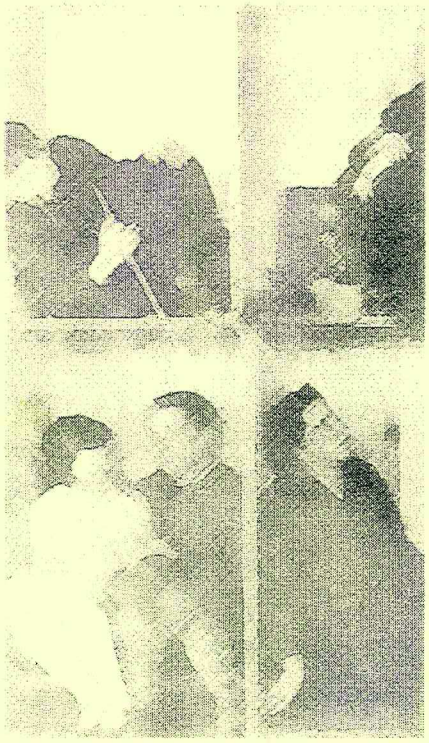
AUJOURD'HUI

Gestion des pauvres : la France innove !

Serge Dassault, maire de la ville de Corbeil-Essones décide la construction d'igloos, habitations de 11 m², inventées par Gérard Charnayou et destinées à accueillir jusqu'à trois sans-abris

La création de ces cités d'igloos est, certes, choquante, mais il ne s'agit en fait que de la dernière manifestation, spécialement vacharde, de la logique d'apartheid économique appliquée au logement et plus généralement à la gestion de la ville. Rien de nouveau dans le fait de se voir mal ou pas logé en fonction de ses revenus, de sa position sociale. Le contraste que produit, dans n'importe quelle ville, l'examen comparé des quartiers riches aux belles avenues et aux somptueuses façades et des cités à la verticalité lépreuse, suffit à renseigner le plus aveugle.

En fait, nous assistons, avec ces igloos, au pire - du moment, car demain peut être pire - de ce que propose notre société en terme de logement et d'urbanisme. Et c'est ce pire qui fait réagir les médias et suscite une polémique, par ailleurs bien tiède. Mais, personne ne s'offusque du fait qu'à Genève, par exemple, des familles s'entassent dans des boites empilées les unes sur les autres, alors que de vastes et somptueuses propriétés campagnardes ne sont, au mieux, occupées que quelques semaines dans l'année. Personne ne se demande s'il est bien et juste que des hectares et des hectares d'espaces naturels



soient réservés à la jouissance de quelques-uns. Si on accepte cet état de fait, on ne doit pas s'étonner de sa pire manifestation.

Le projet des igloos tente d'apporter solution aux problèmes que pose la nouvelle population des très-pauvres, qui n'occupent pas de place précise dans la politique de l'espace urbain mise en place par les technocrates au pouvoir en France. Politique qui a consisté à découper l'espace de la ville en

Suite en page 2

HUMEUR MAUVAISE

Qui tue, dissuade, pénalise, paralyse, bref, qui empêche Genève de vivre ? Une bête du Gévaudan version bout-du-lac ? Un avatar helvéti-co-fin de siècle de Jack L'Eventreur? Non, c'est bien plus grave ! Parle-t-on alors de nouvelles manigances fusionnelles ? D'une majorité bigarrée au Grand Conseil ? Des salaires qui baisseront en 1998 ? Du tout, du tout ! Les banlieues genevoises s'enflamment-elles ? Quelque entreprise déserte-t-elle notre riante cité ? Que nenni ! L'Europe déclare-t-elle le blocus de Genève ? Et si c'était un coup des petits hommes verts ? Non. A côté de la plaque. Ce qui empêche Genève de vivre, ce sont ces sales pauvres, avec leurs droits agaçants et leur taxe inique, qui «a perdu toute justification, actuellement». Haro sur les pauvres, qui, non contents d'êtres pauvres, nous augmentent le prix du cinéma ou du match de foot ! Sus ! A l'hallali !

Police

Natel: parlez distinctement !

Santé

SIDA: Africains cobayes

Nécrologie

Mort de Cornelius Castoriadis

Cinéma

Les films de Robert Guédiguian

Hebdomadaire - n° **0** **Tous les vendredis** janvier 1998- **1** fr.

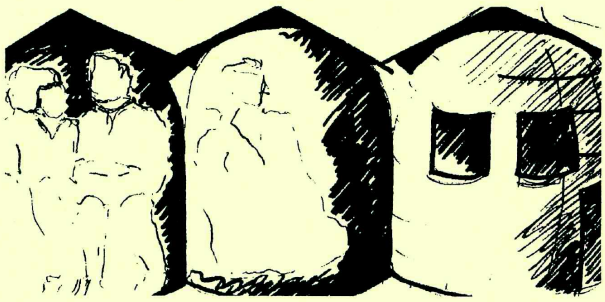
Logement

Logement des très-pauvres ? 11 m² de banquise pour trois

(Suite de la première page)

zones occupées chacune par des catégories socio-économiques distinctes. C'est ainsi que, par exemple, Paris s'est vu nettoyée de la plus grande partie de ses plus pauvres habitants, exportés dans les banlieues prévues pour eux. La réalité de cette politique de la ville n'est un secret pour personne, et il se trouve même, des individus, tel Driss Abjali (chargé de mission à la mairie de Strasbourg pour la prévention des violences urbaines), pour en souligner ces jours-ci, à l'occasion des événements dans les banlieues françaises, les avantages et les défaillances :«Ici comme ailleurs, on avait développé des logiques de territoires où chacun restait dans son périmètre. L'entrée en service du tramway a fait venir les jeunes défavorisés au centre-ville pour y découvrir sa richesse, d'où le sentiment de rejet fortement ressenti».1

Dans cet ensemble, le rôle que doivent jouer les nouvelles cités-igloos est celui de fixer la population «volatile» des très-pauvres. Lorsque nous disons fixer, il faut entendre le verbe en terme spatial, mais aussi social. En effet, le fait de regrouper les très-pauvres permet d'en débarrasser les lieux (centre-villes, zones commerçantes, métros) où ils ont la fâcheuse tendance de se répandre. Mais, dans le même mouvement, du statut incertain, et gênant pour les autorités, de SDF, ils passent à celui de PDI (Parqués Dans Igloos). C'est, ainsi, une nouvelle catégorie



d'habitants-citoyens qui est créée. Il y avait ceux des domaines, ceux des villas, ceux des résidences, ceux des HLM ; il y aura maintenant ceux des igloos. Il s'agit de faire accepter comme étant normal, qu'une partie de la population soit logée dans un espace de 11 m2. A terme, ces habitations devraient être courues comme le sont les HLM en France, et on entend déjà un quelconque technocrate souligner la chance des habitants d' igloos.

Bien entendu, toute cette opération se fait au nom de l'amélioration des conditions de vie. Il est certain qu'il est plus agréable d'être dans 11 m2 au chaud que dehors au froid. Mais cet argument, même si on feint d'en ignorer la totale hypocrisie, ne peut en rien justifier qu'une telle solution fasse office de politique sociale. Toutefois, c'est cet argument du «c'est mieux que rien» auquel a recours l'inventeur des igloos, Gérard Charnayou, alias Félix, tout en admettant que son invention est le fruit d'une société gravement malade, au maintien de laquelle il consacre, néammoins, tout son «génie». Une fois de plus, la démonstration est faite que tout système, aussi inique soit-il, trouve toujours sans peine les spécialistes qui travaillent à son bon fonctionnement. Dans ce cas précis, il nous faut reconnaître qu'à ses talents d'ingénieur, Félix allie un esprit d'à-propos qui se révèle tout entier dans le nom qu'il a donné à ses cahutes. En effet, l'Igloo, bien que se voulant coin de chaleur, évoque irrésistiblement l'univers de la congélation, et fait surgir l'image de très-pauvres stockés, au plus serré, tels des poissons ou autre denrée, dans un réfrigérateur. Gérard Charnayou ne doit pas partager notre «vision», lui qui, donnant son propre nom à ses futures cités d'igloos, les a baptisées d'un calembour paradisiaque : Félix-cités !

1 Le Monde, 30 décembre 1997

G. Amista

Police

Joyeux Natel à tous!

Le Natel, «chouchou» des consommateurs, est aussi l'ami de la police

Premier au hit parade des cadeaux de Noël, le téléphone mobile est le gadget de l'année. Plus de 700'000 appareils ont été vendus en France pour les fêtes. En Suisse, le chiffre des ventes n'est pas connu, mais l'on sait, par contre, que le Natel permet de contrôler ses utilisateurs en conservant, six mois durant, la localisation de leurs appels ainsi que les coordonnées de leurs correspondants. Les données ainsi recueillies ne seront évidemment pas à la disposition de tout un chacun : conjoints jaloux, ne rêvez pas ! Seules la police et les autorités compétentes pourront demander à consulter ces données, dans le cadre de la loi.

A ce propos, justement, un arsenal tout neuf est à leur disposition. Aux dernières nouvelles, le référendum contre la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) n'a pas abouti.

Selon la Chancellerie fédérale, 304 signatures (sur les 50'000 nécessaires) ont manqué aux opposants à la «police fouineuse». Un sacré flop, surtout quand on sait qu'une quarantaine d'organisations, des socialistes à l'Union syndicale, en passant par SolidaritéS, le parti écologiste et le PdT... soutenaient ce référendum. L'éternelle stratégie de l'échec, qui répond à toute mobilisation par des récoltes de signatures, a bien fini d'enterrer le mouvement qui, le 3 mars 1990, avait fait descendre 35'000 personnes dans les rues de Berne pour dénoncer le scandale des fiches.

Maintenant, la police politique dispose d'un cadre légal à la mesure de sa curiosité. La loi avalisée par les chambres fédérales lui permet de recueillir toutes les données nécessaires sur les «extrémistes» (il paraît que 40'000 d'entre-eux ont été recensés en Suisse en 1994!). Même les données sur la santé, la sexualité et les origines ethniques ne sont plus protégées. La police politique peut officiellement questionner vos employeurs à votre insu. Tous les moyens techniques de surveillance deviennent légaux, micros, caméras... peuvent désormais enregistrer vos conversations privées. Alors, parlez distinctement dans le Natel !

M. Argery

Écrivez-nous !
AUJOURD'HUI
c/o Aide Mutuelle
cp 664, 1211 Genève 4

Brèves

Sun City West, Arizona

Ville de 31 000 habitants, Sun City West n'est habitée que par des Blancs middle-class de 55 ans et plus. Ni Noirs, ni hispaniques, ni cris d'enfants ... Les services communautaires sont assurés par des volontaires: police-bibelot, voirie, dont les «travailleurs» se nomment «les Fiers», comité de sélection des nouveaux habitants, soins aux plus séniles. Motivation principale de ces citadins particuliers: c'est dans la société «normale» qu'ils se sentent exclus, pas au sein de leur cage dorée. Le «geriatric park», nouvelle (per)version de l'american way of life? Pour une fois, la Suisse n'est pas trop en retard sur son modèle: dès 55 ans, pas avant, rendez-vous au Domaine de la Joyeuse, sur la Côte lémanique...

Fat is beautiful

Selon un article paru dans la Repubblica du 3 janvier 1998, en 2030, 100% des Américains seront ... obèses ! Ce ne sont certainement pas les producteurs de fast-food, ni les éleveurs de bovins, ni les fitness qui s'en plaindront. D'ailleurs, qui s'en plaint ? Les principaux intéressés ? Voire ...

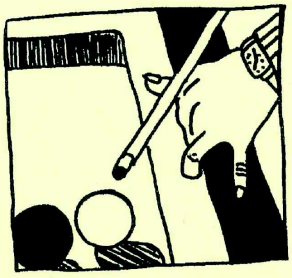
Sources: TSR, Le Monde, Le Courrier, La Repubblica, Histoire.

Santé

Des docteurs Folamour en Afrique

Les expériences, menées en Afrique dans le but de trouver un remède au virus du SIDA, révèlent l'étrange déontologie des chercheurs

Les autorités internationales «responsables» de la lutte contre le sida (Onusida) mènent en Afrique d'étranges recherches sur la transmission du sida de la mère à l'enfant durant la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. Partant du principe que le traitement «lourd» mis au point en Occident - qui permet de réduire à 5% le risque pour l'enfant d'être contaminé - est impraticable en Afrique, des chercheurs testent actuellement des traitements «allégés» sur des séropositives africaines. Ces expériences sont réalisées suivant le principe du «double aveugle». C'est-à-dire que la moitié des «cobayes» reçoit un médicament antiviral alors que l'autre moitié prend, à son insu, un placebo. Une pratique qui rappelle curieusement le mythe chrétien de la prédestination : d'un côté les élus, de l'autre les réprouvés, et à la place du bon dieu, le scientifique en blouse blanche. Selon J.-P. Lévy, directeur français de l'Agence nationale de recherche sur le sida, les résultats d'une recherche réalisée en Thaïlande «suggèrent une absence d'efficacité des traitement allégés» (Le Monde 6.12.97). Pourtant, pour ce monsieur, la recherche doit se poursuivre en Afrique «pour per-



mettre des conclusions définitives» et il fustige les détracteurs de cette expérience : des «maximalistes» qui «n'ont rien à proposer de convainquant». Le raisonnement des «scientifiques» impliqués dans cette affaire repose sur les prémisses suivantes : - le traitement pratiqué en Occident est trop cher pour l'Afrique et, accessoirement, il impliquerait un suivi des grossesses, des hôpitaux bien équipés ... qui sont inexistants; - seul un traitement «allégé» pourraient être soutenu par les pays du Nord sur une vaste échelle; - pour prouver l'efficacité éventuelle d'un tel traitement, l'utilisation du placebo est nécessaire; CQFD. On ne se demande à aucun moment, ce que peuvent penser ces femmes à qui l'Occident n'a rien de mieux à offrir qu'une dragée en sucre ou un médicament dont l'efficacité n'est pas prouvée. Leur a-t-on seulement dit à quelle expérience elles étaient soumises ? Leur a-t-on expliqué qu'il existait, dans un autre monde, des traitements efficaces, mais que ceux-ci ne sont ni pour elles, ni pour leurs enfants ?

Et après cela, certains Occidentaux se permettent de railler les Africains qui préfèrent consulter le marabout plutôt que le médecin ... ça vous étonne ?

M. Argery

Brèves

L'Histoire enterre la révolution avec l'URSS

Suite à la parution du «Livre noir du communisme», on peut lire dans le magazine Histoire: «Suffira-t-il de condamner Lénine pour exonérer Marx ? [...] c'est la notion même de révolution que l'histoire du XXe siècle a radicalement remise en cause: «changer la vie» ne se décrète pas. Quand on s'y essaie, il faut vite , confronté à l'épreuve du réel, renoncer à la logique de l'imaginaire, ou bien emplir les prisons». La fin de l'URSS n'en finit pas de rendre d'inestimables services, au rang desquels figure en bonne place celui de rendre définitivement suspecte toute volonté de transformation du monde. Pour cela, il suffit d'user d'amalgames, de raccourcis et de rapprochements douteux faisant de la révolution russe, en fait la prise du pouvoir par les bolchéviks et ses suites marxistes, La Révolution. Et grâce à ce coup de baguette magique, la question de La Révolution se trouve réglée... pour toujours.

Sources: TSR, Le Monde, Le Courrier, La Repubblica, Histoire.

AUJOURD'HUI

Cinéma

L'Estaque attaque

Le CAC Voltaire de Genève propose actuellement une rétrospective de l'oeuvre de R. Guédigian.

Le succès du dernier long-métrage de Robert Guédiguian (Marius et Jeannette) rend enfin possible, la découverte par un grand nombre de spectateurs de ses six précédents films. Mais, c'est aussi l'occasion, de la naissance d'un malentendu quant au travail du cinéaste, à la source duquel se trouvent les critiques, qui ont tôt fait d'utiliser toute une série de clichés pour catégoriser ses films.

En effet, Guédiguian est présenté comme le cinéaste de Marseille, de la classe ouvrière et des «petites gens», sous prétexte que ses films se passent à Marseille et ont pour protagonistes des ouvriers et des «marginaux» qui parlent avec un accent. Et de l'embrigader sous la bannière d'un cinéma ouvriériste, se bornant à l'examen naturaliste de la vie de «gens ordinaires». La presse loue ce cinéaste, qui braque «humblement sa caméra sur de petites parcelles de réalités»[1] avec «autant [...] de pudeur et de dignité»[2], car, selon les canons journalistiques, tout ce qui passe hors de la normalité parisienne et qui ne traite pas des états d'âme des classes supérieures n'est intéressant que comme appartenant à une catégorie nettement codifiée. En l'occurrence, celle des films où l'on voit des pauvres, dignes et pudiques, la dignité étant tout ce que peut demander un ouvrier ou un exclu, sans trahir son rôle et dépasser les bornes.

Bien sûr, l'appartenance sociale des personnages est fondamentale dans les films de Guédiguian, mais au contraire des idées que chevauchent les journalistes, celui-ci démontre qu'il n'y a pas de «petites gens» (à l'écran, en décors naturels, les personnages de Guédiguian semblent de taille normale), et qu'il n'y a pas de petites vies, et qu'il n'y a pas de vies simples. Par contre, il existe des gens qui ont peu, qui n'ont que leur propre force, face à un monde et son ordre qui leur sont hostiles. Alors, ces individus essaient

Haute bourgeoisie aux bains

de vivre en fraternité, en amitié, pour ne pas simplement survivre. Mais il ne s'agit pas de rester digne, comme on souffre avec dignité, il s'agit d'exister pleinement, d'affirmer qu'on Est, d'avoir des existences qui ont un sens véritable. Et là encore, rien n'est facile et Guédiguian n'idéalise pas la fraternité, il en montre les échecs, les limites, notamment dans le merveilleux film «Ki lo sa ?» où l'amitié ne peut l'emporter, écrasée par le poids des choses, et ne laissant subsister que la mort comme solution.

Par manque de place, nous ne dirons pas tout notre enthousiasme pour cette oeuvre, tout comme nous tairons aussi nos réserves, notamment concernant le regret de Guédiguian, manifesté à plusieurs reprises, de la disparition des certitudes idéologiques d'hier. Nous vous inviterons, par contre, à aller voir ces films, qui, contre le rôle qu'une certaine intelligentsia veut leur faire jouer, disent, à la «bonne hauteur», la volonté de vivre une vie véritable de ceux qui n'exploitent pas, ne dirigent pas.

1. Le Journal de Genève, 13 décembre 1997
2. Le Courrier, 13 décembre 1997

G. Amista

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif.
Editeur responsable: Claude Cantini.
Tirage: 250 ex.
Adresse: **AUJOURD'HUI**
c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4
CCP: 17-471708-7
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

Nécro

Cornelius Castoriadis

(1922-1997)

Penseur de l'autonomie, théoricien de l'imaginaire social, économiste, sociologue, philosophe et psychanalyste, Cornelius Castoriadis est mort à Paris le 26 décembre dernier. Militant trotskiste grec, c'est menacé à la fois par les fascistes et les staliniens qu'il quitte son pays pour la France en 1945. En 1948, il rompt avec le trotskisme pour créer, avec Claude Lefort, le mouvement Socialisme ou barbarie et la revue du même nom, qu'il animera jusqu'au milieu des années soixante. Rompant avec le marxisme, tout en poursuivant une critique du capitalisme, Castoriadis laisse derrière lui une œuvre importante, dont l'ouvrage le plus connu, *L'Institution imaginaire de la société* (Seuil, 1975) développe sa conviction profonde quant aux capacités potentielles des sociétés humaines à s'«auto-instituer». Tout en souhaitant l'émergence d'une société autonome constituée d'êtres autonomes, c'est-à-dire capable de créer leurs propres normes sans nécessité de lois extérieures, Castoriadis n'a jamais cessé de porter un regard lucide sur notre monde. En 1990, il écrivait : «Dans quelle mesure l'humanité contemporaine peut, et veut, sortir de l'abrutissement consommationniste et médiatique, de la domination de bureaucraties irresponsables et de politiciens en pellicule, de la course effrénée d'une technoscience incontrôlée et incontrôlable qui détruit la Terre ? Dans quelle mesure peut-elle et veut-elle reprendre et approfondir le projet d'autonomie individuelle et collective, reprise et approfondissement qui désormais conditionnent non seulement son émancipation, mais, on le voit de plus en plus clairement, sa simple survie sur cette planète ?» (*La société bureaucratique*, Christian Bourgois, 1990, p. 14).

AUJOURD'HUI sur Internet
www.tao.ca/~cas/aujour.html